

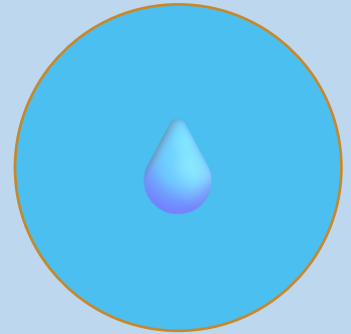
WEBINAIRE / WORKSHOP

"Enjeux et trajectoires de l'eau en région MENA : accaparement et dépossession d'un bien commun ?"

POLITIQUE DE L'EAU ET TENSIONS HYDRO-SOCIALES EN ALGÉRIE

Réalisée par:

- Mme Djamila LOUNACI, maître de conférence à l'université de Tizi-Ouzou, Algérie
- M. Abdelhamid AIT-TALEB, professeur à l'université de Tizi-Ouzou, Algérie



CONTEXTE GÉNÉRAL

- L'Algérie fait aujourd'hui face à un stress hydrique croissant lié à plusieurs facteurs environnementaux, démographiques et structurels. La disponibilité annuelle en eau par habitant en Algérie est passée d'environ 1500 m³ en 1962 à moins de 500 m³ aujourd'hui, plaçant le pays bien en dessous du seuil international de pénurie hydrique fixé à 1000 m³ par habitant et par an.
- Cette situation est aggravée par les effets du changement climatique, la croissance rapide de la population ainsi que les fortes inégalités d'accès à l'eau entre les territoires urbains et ruraux. Dans ce contexte, la gestion durable des ressources hydriques devient un enjeu économique, social et stratégique majeur pour l'Algérie.

Introduction

Le paradoxe : une wilaya riche en eau où des villages manquent d'eau plusieurs jours par semaine

430 m³

dotation/hab./an

(seuil pénurie : 1 000 m³)

17 Mds \$

investis 2000–2015

*barrages, transferts,
dessalement*

40–60 %

pertes en réseau

*eau produite non
distribuée*

- Wilaya de Tizi-Ouzou : 600 à 1 000 mm/an de pluie, réseau hydrographique dense, massif du Djurdjura
- Population : 43 M d'Algériens (2019), dotation annuelle passée de 1 500 m³ en 1962 à 430 m³ aujourd'hui
- Ménages ruraux achètent l'eau à des camions-citernes à 5 et dans certains village 10× le tarif officiel du réseau

Problématique

Face au stress hydrique croissant que connaît l'Algérie depuis des décennies, les pouvoirs publics ont développé plusieurs solutions techniques, telles que le dessalement, la construction de barrages et les transferts d'eau. Malgré ces investissements colossaux, les pénuries d'eau et les inégalités d'accès à cette ressource vitale perdurent. Cette situation soulève donc des interrogations quant à l'efficacité et à la durabilité de ces politiques.

Cela nous amène à poser la question suivante, certes simple en apparence, mais aux effets profonds : les réponses technologiques apportées par les pouvoirs publics à la crise de l'eau constituent-elles une véritable sortie de la surexploitation de cette ressource rare, ou permettent-elles simplement de déplacer les frontières de cette surexploitation, tout en creusant davantage les inégalités d'accès à cette ressource ?

Objectifs de la recherche

Afin de mieux comprendre la crise hydrique en Algérie et ses impacts territoriaux et sociaux, cette recherche s'intéresse aux politiques de gestion de l'eau mises en œuvre par l'État. Elle vise également à analyser leurs limites ainsi que les alternatives possibles pour une gestion plus durable de la ressource.



Analyser

les dynamiques de surexploitation hydrique à travers le prisme des réponses technologiques de l'État algérien



Évaluer

les inégalités socio-écologiques engendrées ou perpétuées par ces réponses (dessalement, barrages, grands transferts)



Documenter

les tensions hydro-sociales sur le terrain de la wilaya de Tizi-Ouzou grâce à des données empiriques originales



Proposer

des voies alternatives fondées sur la gestion communautaire locale et l'économie des biens communs



Contribuer

au débat sur la gouvernance de l'eau dans les pays MENA confrontés au stress hydrique structurel

Cadre théorique

L'eau comme bien commun

- Ostrom (1990) : les communs ne sont pas condamnés à la tragédie de Hardin (1968)
- L'eau est un bien hybride : commun (bassin), de club (irrigation), privé (embouteillé)
- Conférence de Dublin (1992) : reconnaissance formelle de sa valeur économique
- Pratiques kabyles de WTO : exemples concrets de gouvernance collective réussie

Le solutionnisme technologique

- Fragkou & Budds (2020) : primat de l'offre sur la gestion de la demande
- Molle & Closas (2016) : surexploitation systématique des aquifères MENA
- Déplace les frontières de la crise sans en traiter les causes structurelles
- Crée des dépendances techniques et financières difficiles à remettre en cause

L'hydrocratie technocratique

- Menga & Swyngedouw (2018) : pouvoir concentré dans des appareils techno-bureaucratiques
- Priorité aux grands ouvrages visibles sur les réformes institutionnelles discrètes
- Marginalisation des savoirs locaux et des formes de participation citoyenne
- Discours de la rareté climatique qui dépolitise les choix structurels

Méthodologie de la recherche

Approche critique

Analyse de la politique sectorielle algérienne à travers le prisme du solutionnisme technologique

Données empiriques

Données administratives collectées avec la DRE et l'ADE de la wilaya de Tizi-Ouzou

Économie des biens communs

Cadre théorique d'Ostrom mobilisé pour évaluer les alternatives communautaires

➤ Sources mobilisées :

Type de source	Contenu	Usage
Données administratives DRE/ADE WTO	Réseau AEP, forages, volumes mobilisés	Analyse quantitative des inégalités territoriales
Littérature internationale	Revue à comité de lecture · Plans Bleu 2025	Ancrage théorique et comparaisons MENA
Terrain doctoral (2020–2023)	Entretiens, observations, données locales	Diagnostic territorial de la WTO
Textes réglementaires	Loi 05-12, décret 05-13, rapports ADE/ONA	Analyse institutionnelle et tarifaire

Démarche : Cadre théorique → Politique nationale → Terrain WTO → Discussion → Alternatives

Principaux résultats / 1. La politique hydrique algérienne

2025 : tournant décisif du programme de dessalement

19

grandes stations
opérationnelles

3,75 M m³/j

capacité nationale
(qui était de 2,1 M avant)

42 %

part dessalement
dans AEP (qui était de 18 %)

5,4 Mds \$

investissement
2025 seul

Contradictions structurelles persistantes

Problème	Indicateur	Conséquence
Pertes en réseau	40 à 60 % des volumes produits	Eau dessalée perdue avant distribution
Tarifcation déconnectée des coûts	Subvention État : 40–50 % du prix de vente	Aucun signal-prix incitant à l'économie d'eau
Agriculture peu régulée	70 % de la ressource, sans prix incitatif	Surexploitation des nappes phréatiques
Centralisation institutionnelle	Agences de bassins sans autonomie réelle	Réformes structurelles bloquées

Principaux résultats – 2. Terrain WTO : ressource et réseau d'AEP

Potentiel hydrique de la WTO

- Pluviométrie : 600 à 1 000 mm/an
- Eaux superficielles : 1 milliard m³/an
- Ressources mobilisables : 251 930 m³/an
- Réseau adduction : 2 524 km
- Réseau distribution : 3 018 km
- 67 communes · 400 hab/km² · fortement rural

Le piège du taux de raccordement

- Taux raccordement AEP officiel : 99 % (depuis 2016)
- Dotation moyenne : 167 l/j/hab. (2018)
- Mais : écarts considérables entre communes
- Communes montagneuses : coupures plusieurs jours consécutifs
- Prix camion-citerne : 5 à 10× le tarif officiel

Épuisement des ressources souterraines

- 435 forages répertoriés sur la WTO, dont seulement 209 fonctionnels (données DRE)
- Niveaux piézométriques en baisse continue et la nappes alluviales de l'oued Sébaou sous pression agricole
- Hamiche et al. (2015) : grande majorité des aquifères algériens en état de surexploitation
- Quand les nappes s'épuisent, le dessalement côtier est proposé comme solution → logique du solutionnisme

Principaux résultats – 3. Inégalités hydro-sociales constatées

Inégalités d'accès selon le profil territorial

Dimension	Communes bien desservies	Communes montagneuses/rurales
Continuité de service	Eau plusieurs heures/jour	Coupures de plusieurs jours consécutifs
Coût effectif de l'eau	Tarif officiel réseau (bas)	Camions-citernes : 5 à 10× le tarif
Stockage domestique	Citernes installables (ménages aisés)	Familles pauvres sans eau lors des coupures
Forages souterrains	Pression agricole intensive	Baisse des débits, assèchement progressif
Réponse institutionnelle	Investissements priorités	Maintenance insuffisante, réseaux dégradés

➤ Le système de subvention de l'eau tend principalement à profiter aux ménages disposant d'un accès régulier au réseau, tandis que les populations rurales ou faiblement desservies supportent souvent des coûts d'approvisionnement plus élevés à travers des sources alternatives. Cette situation soulève des interrogations quant à l'efficacité sociale du modèle tarifaire actuel.

Principaux résultats – 4. Le solutionnisme technologique à l'épreuve du terrain

Investissement sans optimisation préalable

01

Les pertes en réseau (40–60 %) n'ont pas été réduites avant le lancement du programme de dessalement à 5,4 Mds\$

Détournement de l'agenda politique

03

L'expansion du dessalement a détourné l'attention de la réforme tarifaire, de la lutte contre les branchements illicites et de la maintenance

Dépendance énergie–hydrocarbures

02

Viabilité économique du dessalement repose sur des subventions implicites aux hydrocarbures. Coût réel non répercuté dans les tarifs

Horizon 2026–2027 : escalade sans sortie de crise

04

Ambition : 62 % des besoins couverts par le dessalement via 6 nouvelles stations. La trajectoire n'est pas remise en cause

Trois transformations essentielles



Réforme courageuse de la tarification

- Rapprocher progressivement les prix des coûts réels de production et distribution
- Protéger les ménages vulnérables par des mécanismes de péréquation ciblés et transparents
- Envoyer enfin un signal-prix significatif en faveur de l'économie d'eau
- Résoudre le cercle vicieux : eau bon marché ; gaspillage ; investissements massifs



Décentralisation de la gouvernance

- Donner une vraie autonomie aux agences de bassins hydrographiques (loi 2005 non appliquée)
- Associer réellement associations d'usagers et collectivités aux décisions de planification
- Reconnaître formellement les formes de gestion communautaire prouvées sur le terrain
- N'exige pas des milliards d'investissement, mais une volonté politique réelle



Valoriser les savoirs communautaires locaux

- Pratiques kabyles de gestion collective de l'eau : héritages d'une gouvernance des communs
- Systèmes d'irrigation traditionnels et règles coutumières d'allocation de l'eau
- Cadre d'Ostrom (1990) : robustesse des institutions locales adaptées au terrain
- Complémentarité entre gestion communautaire et réforme institutionnelle nationale

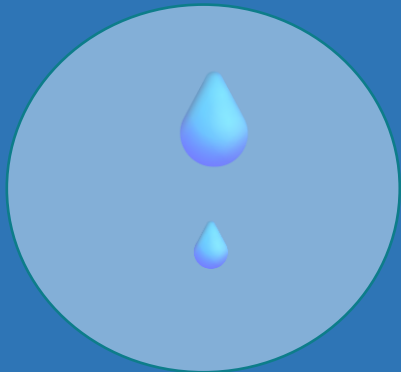
Conclusion

Cette recherche montre que malgré les investissements massifs réalisés dans le secteur de l'eau, notamment à travers le dessalement et les grands ouvrages hydrauliques, les pénuries et les inégalités d'accès persistent encore en Algérie. Le cas de la wilaya de Tizi-Ouzou illustre les limites d'un modèle principalement fondé sur l'expansion de l'offre et le solutionnisme technologique.

Face à ces limites, une gestion plus durable de l'eau apparaît nécessaire, fondée sur la réduction des pertes, une gouvernance plus participative et la reconnaissance de l'eau comme un bien commun à gérer collectivement.

« L'eau n'est pas seulement une ressource à produire, mais un bien commun à gérer collectivement. »

- Limite principale : étude centrée sur une seule wilaya ·
- Comparaisons inter-régionales MENA en perspective.



Merci de votre attention

